



LOI SUR LA SECURITE GLOBALE, EMPLOI, RETRAITE, PROTECTION SOCIALE

LE SAMEDI 16 JANVIER 2021

DEFENDONS NOS DROITS ET LIBERTES !

Face aux licenciements, à l'explosion de la pauvreté et des inégalités, le gouvernement se donne les outils pour surveiller, réprimer et essayer de contenir la contestation et les luttes sociales.

Dans un contexte de montée du chômage et de la précarité, de démantèlement des Services Publics et de remise en cause des droits et garanties collectives, ces atteintes à nos droits et libertés construisent un avenir où violences sociales, répression seront facilitées.

Les Syndicats du Biterrois CGT, FSU, Solidaires, associations, partis politiques, assemblées populaires, collectifs et groupes de Gilets jaunes dénoncent le discours sécuritaire du gouvernement qui met en grand danger nos droits et nos libertés.

Cette politique du maintien de l'ordre en cache une autre, celle qui consiste à donner sans contrepartie plus de 100 milliards au patronat qui en profite pour restructurer, casser l'emploi et revenir sans vergogne sur les conquits sociaux des salariés et retraités de notre pays.

Ainsi, malgré le contexte sanitaire d'un virus COVID 19 qui touche les populations les plus pauvres et les plus fragiles, le MEDEF, bien aidé par le gouvernement CASTEX, en profite pour revendiquer l'augmentation du temps de travail, une révision à la hausse des années de cotisation retraites et une augmentation du SMIC limitée à 0,99% ! Ca suffit !

Durant ce mois de janvier, les salariés de la Santé, de l'Education, de l'Energie, les cheminots, les Services publics se mobiliseront sur des aspects professionnels pour converger ensemble vers un mouvement interprofessionnel le jeudi 4 février 2021 prochain. Il est grand temps d'élever le rapport de force à la hauteur des enjeux !

ENSEMBLE, FAISONS RECULER LE GOUVERNEMENT ! REJOIGNEZ-NOUS :

Rassemblement le samedi 16 janvier à 14h30 devant la Sous-préfecture de Béziers puis *manifestation* autour des allées.

ENSEMBLE, EXIGEONS :

- Dès maintenant : le retrait total de la proposition de loi de « Sécurité globale » et des deux décrets du 2 décembre.
- Une autre politique de l'emploi conjuguée à une autre politique salariale.

Pour toutes ces raisons, les Organisations Syndicales CGT, FSU, Solidaires refusent toute résignation quels que soient la période et le contexte. Elles proposent à toutes et à tous de se mobiliser afin de se faire entendre et gagner ainsi de véritables mesures de progrès social !